

Examen de la Dette Extérieure Publique D'un Pays à Revenu Intermédiaire par une Approche D'indicateur de Soutenabilité: le cas de la Côte d'Ivoire

Oumar Djibrila

Université Jean Lorougnon GUEDE de Daloa, Côte d'Ivoire

[Doi:10.19044/esj.2022.v18n28p94](https://doi.org/10.19044/esj.2022.v18n28p94)

Submitted: 24 October 2021
Accepted: 04 August 2022
Published: 30 September 2022

Copyright 2022 Author(s)
Under Creative Commons BY-NC-ND
4.0 OPEN ACCESS

Cite As:

Djibrila O.(2022). *Examen de la Dette Extérieure Publique D'un Pays à Revenu Intermédiaire par une Approche D'indicateur de Soutenabilité: le cas de la Côte d'Ivoire*. European Scientific Journal, ESJ, 18 (28), 94. <https://doi.org/10.19044/esj.2022.v18n28p94>

Resume

Cette étude examine la soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire, pays à revenu intermédiaire avant et après son élection à l'IPPTE¹ en 2012, date cruciale de son histoire par l'approche de l'Indicateur de Soutenabilité de la Dette (ISD). Les résultats de l'étude montrent que son niveau d'endettement extérieur pose un problème de soutenabilité avant la période de l'atteinte du point d'achèvement mais relativement moins après. Le recours à la mesure de l'ISD fondé sur des variables socioéconomiques composites permet de conclure que la Côte d'Ivoire s'appauvrit empiriquement au plan socio-économique en dépit de son taux d'endettement s'inscrivant dans les normes de l'UEMOA (<70% du PIB). La dette extérieure étant insoutenable, sa bonne gestion et le recours régulier aux opérations d'emprunts obligataires et l'exploitation des avantages comparatifs sont à encourager.

Mots-clés: Dette extérieure, Solvabilité, Soutenabilité, Indicateur de soutenabilité de la dette, Indice de Cohen, Pays à revenu intermédiaire

¹ Initiative Pays pauvres très endettés (IPPTE) ; solution qui a pour objectif de rendre la dette extérieure des pays pauvres soutenable. Elle est lancée par les Institutions de Bretton Woods depuis 1996.

Examination of the Public External Debt Sustainability of a Middle-Income Country (MIC) Using a Sustainability Indicator Approach: Case of Cote d'Ivoire

Oumar Djibrila

Université Jean Lorougnon GUEDE de Daloa, Côte d'Ivoire

Abstract

This paper examines alternatively the sustainability of Ivorian external indebtedness through HIPC's issue before and after the year 2012, a key date of Côte d'Ivoire's history. The study takes into account social and economic variables instead of economic indicators only used by international financial institutions (IFI) and other studies. With reference to debt sustainability indicator (DSI) analysis focused on economic and also social variables provided, this study outlines the state of highly indebted poor country in terms of lack of social infrastructures before the initiative and after. Therefore, after the achievement point, the result remains relatively the same. As a matter of fact, these findings justify the poorest state of Côte d'Ivoire: the external debt is therefore unsustainable. From our findings, good external debt management, the regular using of financial bonds market and exploiting comparative advantages are encouraged.

Keywords: External debt, Solvency, Sustainability, Debt sustainability indicators, Middle income country

Introduction

Des travaux théoriques et empiriques ont conclu que la dette extérieure affecte la croissance économique sous certaines conditions (Maureen, 2001 ; Jaejoon et al. 2010, Raffinot, 2013). La crise de la dette occasionnée depuis le moratoire annoncé par le Président mexicain en 1982 n'a pas ménagé les pays de l'Afrique subsaharienne, dits pays moins avancés pour certains et pour d'autres, pays à revenus intermédiaires. Ce problème a conduit aux études économiques de solvabilité et de soutenabilité de la dette publique ou de la dette extérieure. En effet, un débiteur souverain est solvable si les flux d'excédents primaires actualisés sont au moins équivalents à la dette publique initiale (Agénor et Montiel, 1996 ; Boubini, 2001). Une dette publique est soutenable si la politique budgétaire peut être manipulée sans pour autant faire de grands ajustements. La dette publique n'est soutenable qu'à condition que l'Etat soit solvable. Toutefois, l'Etat peut être solvable alors que sa dette est insoutenable. La plupart des études menées analyse la soutenabilité d'un point

de vue économétrique comme celles de Fève et Hénin (1998) et économique (Cohen, 1996), et sans prendre en compte la capacité de remboursement du débiteur sans s'appauvrir. Les programmes économiques et financiers mis en place par les IFI visaient alors à accroître d'abord la capacité future à rembourser le service de la dette des pays emprunteurs en vue de rendre leur dette soutenable : c'est l'initiative pays pauvre très endetté (IPTE). En principe, un pays débiteur doit pouvoir rembourser ses créances sans s'appauvrir au sens réel de la soutenabilité. L'inscription de la Côte d'Ivoire sur la liste des pays bénéficiaires a fait débat en Côte d'Ivoire en 2008. Si pour le gouvernement et par l'intermédiaire de son ministre du plan et du développement, l'éligibilité de la Côte d'Ivoire se justifiait, pour d'autres leaders d'opinion par contre, son maintien sur la liste des PPTTE pour bénéficier de l'allègement ou de l'annulation du stock de sa dette extérieure était une volonté manifeste des autorités de se déclarer pays pauvre très endetté.

En effet, le niveau d'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire lui pose à n'en point douter un problème de développement. La Côte d'Ivoire est classée à la 171^{ème} place avec un IDH (indicateur de développement humain) de 0,452 en 2013 contre 0,448 en 2012, soit une faible progression de 0,89%. Selon le rapport sur le développement humain, elle est classée parmi les pays ayant un niveau de développement faible dont l'IDH est compris entre 0,337 et 0,540 (PNUD, 2013) et entre 0,525 et 0,538 entre 2017 et 2019 (PNUD, 2020). Le taux de croissance annuel du PIB par habitants (PIB/h) est passé de -0,59% en 2020 à cause de la crise sanitaire de 2019 à 4,40% en 2021 à l'issue de la mise en place d'un dispositif sanitaire, couplé d'une politique de résilience face aux effets néfastes de la pandémie. Ces résultats montrent une évolution de l'IDH certes, atteste que la Côte d'Ivoire demeure à un niveau de développement faible en termes de la longévité, de l'éducation et du niveau de vie de la population. Le taux de pauvreté est estimé en 2020 selon la Banque Mondiale à 39,4% (Ehrhart, 2017) reste important. La longévité à laquelle aspirent les populations dépend de la santé des individus, d'où la capacité de l'Etat à construire des infrastructures de santé (Centres Hospitaliers Universitaires, Dispensaires, Maternités...) ou à prendre en charge les questions de santé publique des populations actives. Cependant, le facteur travail a besoin d'une formation de qualité ou de renforcement des capacités, d'où une des raisons qui justifie le rôle de l'Etat dans l'activité économique au moyen d'une politique budgétaire expansionniste pour offrir des infrastructures d'éducation (Universités, Lycées et Centres de formation...). Malheureusement, le coût du service de la dette réduit ses interventions en matière de financement des investissements socioéconomiques. Cette situation ne découle-t-elle pas d'une insoutenabilité de la dette extérieure publique la Côte d'Ivoire?

Les études de soutenabilité menées sur les pays en Afrique subsaharienne en général étaient jusque-là fondées sur des scénarios, le calcul d'indicateurs ou ratios usuels classiques d'analyse de la soutenabilité (de nature économique). Ce sont entre autres, les méthodes DSA² des institutions de Bretton Woods (IBW), les méthodes économétriques basées sur l'analyse de la stationnarité de Fève et Henin (1998) et des méthodes économico-statistiques (Cohen, 1989) pour ne citer que celles-là. Malgré leur interprétation, ces méthodes élucident la question de solvabilité économique, c'est-à-dire comment rembourser la dette extérieure dans les conditions maximales. Comment rembourser la dette sans être dans une condition d'appauvrissement (Berr et Combarous, 2007) permet de conclure que la dette extérieure d'un pays est soutenable. Cette approche semble réaliste vu que les pays en développement mènent des politiques socio-économiques pour être émergents.

Le sommet de Monterrey consacré au financement du développement entérine une approche de la dette extérieure du seul point de vue des créanciers d'après les travaux de nombreux auteurs (Classen, 1990 ; Cohen, 1995 ; Raffinot, 1998 ; Were, 2001 et Loser, 2004). Les études sur la soutenabilité de la dette extérieure ne prennent pas en compte des variables socio-économiques tendant à mettre l'accent sur l'aspect pauvreté lié aux indicateurs composites de l'IDH, instrument de mesure du niveau de développement d'un pays.

Le niveau d'endettement atteint était réellement soutenable au regard des fondamentaux de l'économie ivoirienne et du point de vue de son niveau de développement? Pays en développement, le remboursement de sa dette ne réduisait-il pas sa capacité à faire financer les dépenses sociales ? La dette était-elle socialement soutenable³ ? Au regard de la situation socio-économique, existe-t-il des solutions efficaces en vue de réduire l'endettement extérieur et ses effets induits ?

Cette étude a pour objectif de réexaminer la soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire en tenant compte des indicateurs sociaux de développement pour mettre l'accent sur l'aspect pauvreté.

L'approche de cette étude est celle d'un remboursement de la dette extérieure sans condition d'appauvrissement : la soutenabilité. Ce papier est organisé comme suit : La section suivante présente la revue de la littérature des études récentes sur la soutenabilité de la dette extérieure. Ensuite, une analyse descriptive de la dette extérieure est faite dans une autre section et une autre présente la méthodologie d'analyse de la soutenabilité. L'avant dernière

² Debt sustainability analysis

³ Une dette socialement soutenue est celle dont son remboursement n'entraîne pas une modification de la politique budgétaire, ni une éviction des dépenses allouées aux infrastructures d'éducation et de santé.

discute les résultats obtenus. Enfin, l'étude termine par une conclusion et des suggestions de politique économique.

Revue de la littérature sur la soutenabilité de la dette extérieure

Ojo (1989) a montré, à partir d'une étude sur une trentaine de pays africains, que le rapport (encours de la dette/ PIB) dans la période 1976-1984 pouvait être lié à la variation des exportations, au rapport importations sur PIB, au logarithme de la population et au taux de croissance du PIB. L'impact positif sur la dette de l'instabilité des exportations est ainsi mis en évidence, mais aussi celui de la dépendance des économies en produits importés et de la croissance de la population. Yapo (2002) montre que l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire est expliqué positivement par le service de la dette relié aux exportations et par le niveau de la population. Cependant son étude montre que l'endettement est négativement relié au taux de croissance économique, aux termes de l'échange et les importations même si cette variable n'est pas pertinente dans le processus d'endettement de la Côte d'Ivoire. Des études ont aussi mis en relation l'endettement extérieur, le déficit budgétaire, le déficit du compte courant et la dépréciation ou la dévaluation du taux de change (Alam et al. 2013, Betgsten, 2007, Aristovnik, 2006). Pour financer son déficit budgétaire et à défaut d'avoir recours à une innovation dans son système fiscal, le gouvernement peut faire face à une hausse croissante de son endettement aussi bien domestique qu'extérieur (Alam 2012). Cependant, selon Sobel et al. (2006), lorsqu'une économie fonctionne en deçà de sa pleine capacité, le gouvernement peut recourir à une politique fiscale expansionniste et l'augmentation du déficit budgétaire est financée par un emprunt domestique ou extérieur.

Une dette contractée par un Etat en devises suppose que sa stabilisation nécessite de prendre en compte les impacts du taux de change. Une dépréciation de la monnaie implique un accroissement de l'excédent primaire aux fins de stabilisation de la dette. Quel est l'état des lieux de l'évolution de la dette extérieure ivoirienne ? La dette extérieure est-elle soutenable ou insoutenable?

Etudes de la soutenabilité de la dette extérieure Méthodes ayant servi à l'analyse de soutenabilité

Des études théoriques et empiriques ont été faites à l'aide d'outils méthodologiques. Le tableau 1 suivant recense les différents outils qui ont servi à analyser la soutenabilité de l'endettement.

Tableau 1. Etudes de soutenabilité de l'endettement extérieur

Etudes théoriques et empiriques	
Outils méthodologiques	Variabes ou indicateurs d'analyse
Travaux économétriques de Benyacoub & Es-Salmani (2021)	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode ARDL - Test de cointégration aux bornes
Travaux économétriques sur la contrainte budgétaire inter temporelle de Bohn (2007)	<ul style="list-style-type: none"> - Approche économique : réaction de la fonction fiscale - Examen du comportement et du fonctionnement du gouvernement censé satisfaire la contrainte inter temporelle - Test de stationnarité si la capacité de remboursement du service de la dette est limitée
Méthode DSA (démarche des scénarios) [B M]	<ul style="list-style-type: none"> - Scénario de référence : application des recommandations programmes du FMI - Scénarios alternatifs pour éviter un accroissement du ratio Dette/PIB - Approche bilancielle - Tests de vulnérabilité (stress test)
La contrainte budgétaire inter temporelle (BM, 1996)	Comparaison du stock de la dette à une date donnée aux excédents primaires futurs actualisés, à partir d'hypothèses sur les variables macroéconomiques de long terme
Approche par les indicateurs statiques ou par un seuil de référence (BM, 1996)	<ul style="list-style-type: none"> - VAN de la dette extérieure /Exportations - Ratio dette/recette fiscale - Service de la dette/Exportations
Approche en termes de stabilisation du niveau de la dette (BM)	<ul style="list-style-type: none"> - Différence entre l'excédent primaire nécessaire à la stabilisation su ratio dette/PIB et l'excédent primaire réalisé - Ecart entre taux d'imposition requis pour la stabilisation de la dette et taux d'imposition effectif
Travaux économétriques : <ul style="list-style-type: none"> - Henin et Fève (1998) ; Quintos (1995) - Ahmed & al. (1995) ; Quintos (1995) 	<ul style="list-style-type: none"> - Test de stationnarité sur les ratios de Dette - Test d'intégration et de Co intégration
Analyse de la vulnérabilité aux chocs exogènes (P. et S. Guillaumont et al, 2003)	<ul style="list-style-type: none"> - Ampleur des chocs - Exposition aux chocs - Résilience (capacité de résistance ou aptitude à gérer les chocs)

Source : DJIBRILA, synthèse à partir de la revue de la littérature sur les études de soutenabilité

Analyse des méthodes d'études de la soutenabilité

L'ensemble des méthodes d'étude de la soutenabilité de l'endettement ne s'intéresse qu'aux variables ou indicateurs purement économiques. Cependant, à l'analyse, les aspects sociaux ne ressortent pas clairement. L'endettement extérieur ne finance toutefois pas uniquement les dépenses économiques, mais il sert aussi à faire face aux dépenses sociales. En d'autres termes, en plus de financer les infrastructures économiques, la dette extérieure s'emploie à s'acquitter aussi des dépenses d'infrastructures sociales (écoles, universités, hôpitaux, hydrauliques villageoise, etc.). Cela se justifie à travers cette citation du Fonds Monétaire International (FMI).

“Solvency needs to be viewed in relation to the adjustment path that is not only economically feasible, but also socially and politically acceptable such that default is not a preferred option”(FMI, 2002).

En d'autres termes, la soutenabilité nécessite d'être perçue non seulement sous un angle économique, mais aussi sous un angle socialement et politiquement acceptable.

Les critères d'éligibilité à l'initiative pays pauvre très endettés (IPPTE) ont-ils pris en compte le fait que les pays qui remboursent leur dette extérieure ne doivent pas s'appauvrir (au sens de la soutenabilité) ? Une analyse critique des critères de soutenabilité utilisée dans le cadre des pays en développement s'impose.

Critères d'éligibilité à l'Initiative Pays Pauvre très Endettés et limites Indicateurs usuels de soutenabilité dans le cadre de l'IPPTE

Face à la situation économique morose des pays en développement, les institutions de Bretton⁴ Woods vont élaborer des programmes économiques pour aider ces pays à relancer leurs activités économiques. Ces réformes sont connues sous le nom de programmes d'ajustement structurel (PAS). Certes qu'elles ont été nécessaires à cause de leurs objectifs d'assainissement des finances publiques et de relance économique, mais ces dernières n'ont pas permis de créer des ressources suffisantes pour rembourser le service de la dette extérieure devenu important. Par ailleurs d'autres solutions, comme le rééchelonnement et le rachat de la dette ont été proposées sans succès. A partir des années 1996, l'initiative pays pauvre très endetté (IPPTE) est lancée par le FMI pour permettre de retenir ceux des pays pauvres qui ont une dette extérieure insoutenable en vue de leur accorder des allègements substantiels de dette au profit de leur développement. Par ailleurs, depuis le début des années 2000, l'analyse de la soutenabilité de la dette extérieure et publique est intégrée dans la préparation des programmes du FMI portant sur les pays émergents.

⁴ Banque Mondiale et Fonds Monétaire International

Les critères économico-statistiques retenus pour déclarer les pays éligibles sont inscrits dans le tableau 2.

Tableau 2. Indicateurs économiques de soutenabilité de la dette extérieure

Indicateurs :	Initiative PPTE	
	Originale	Renforcée
1. Stock de la dette (VAN)/ Exportations	< 200 – 250	< 150
2. Service de la dette / Exportations	< 20 – 25	< 15
3. Stock de la dette (VAN) / Recettes budgétaires	< 280	< 250

Raffinot et Bourgoïn (2002)

Analyse des critères de soutenabilité de la dette extérieure

L'analyse de ces indicateurs met en exergue les calculs des ratios stock de la dette/Exportations, service de la dette/exportations et stock de la dette/Recettes budgétaires. Ceux-ci fournissent des informations au plan économique. Ils ne nous renseignent pas sur des aspects sociaux d'un pays. Cela peut être considéré comme une limite dans l'analyse de la soutenabilité de la dette extérieure ivoirienne aux fins d'éligibilité à l'initiative pays pauvre très endettés. Ces indicateurs ne mettent aucunement en relief les dimensions humaines du développement. Cette limite justifie le fait que soit prise en compte une nouvelle façon de percevoir réellement la soutenabilité de la dette extérieure: celle de la possibilité d'un pays de rembourser la dette extérieure sans pour autant aggraver sa situation de pauvreté. En outre, même si ces ratios pourraient avoir une signification dans les régimes de change fixe, mais ils ne sont pas pertinents pour un pays ayant sa propre monnaie non convertible (Nersisyan et al. 2011).

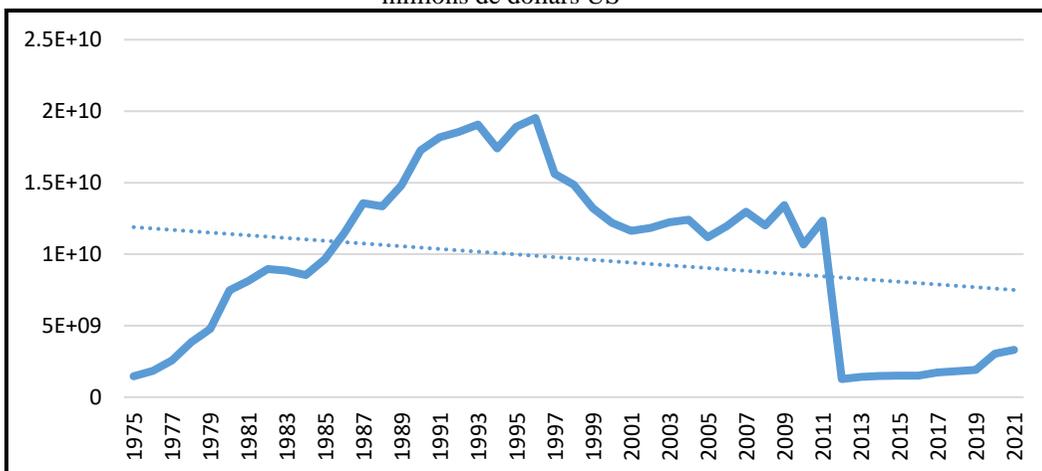
Evolution de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire

Une analyse descriptive de la dette extérieure est représentée ici dans la perspective d'une approche comparative de l'évolution du stock de et du service de la dette. Depuis les années 80, la dette extérieure ivoirienne présente dans l'ensemble une évolution croissante. Le tableau 3 retrace l'évolution descriptive du stock de la dette extérieure (STDEX) en millions de \$US de la Côte d'Ivoire.

Analyse du stock de la dette extérieure

L'évolution du stock de la dette extérieure est présentée par le graphique 1.

Graphique 1. Evolution du stock de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire en millions de dollars US



Source: DJIBRILA, à partir des données issues du WDI de la Banque Mondiale (2021)

L'analyse des statistiques sur l'endettement extérieur indique une hausse du stock de la dette qui s'est accéléré jusqu'aux années 95. Dans l'ensemble, la dette extérieure ivoirienne est croissante. De 1980 à 2009, le stock de la de la dette extérieure a augmenté de 105%. Elle a été multipliée par 2,05. En 1996, le taux de croissance du stock de la dette extérieure était de 97% au moment où les IFI lancèrent l'initiative pays pauvre très endetté. A partir des bénéficiés de l'initiative couronnée par le point d'achèvement en 2012, le stock de la dette extérieure chute de 89,74%. Cela s'explique bien évidemment par les remises de dettes des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Cette tendance est baissière, mais au cours de la période allant de 2013 à 2021, le stock connaît une croissance négative (-0,73%) ; ce qui traduit le fait que la Côte d'Ivoire respecte le seuil d'endettement imposé par l'Union économique et monétaire Ouest Africain.

Méthodologie de l'étude

La méthodologie se fonde sur l'utilisation de nouveaux indicateurs d'étude de soutenabilité. Elle s'inspire de l'étude de Berr et Combarous (2007) menée sur un ensemble de pays en développement. Celle-ci permet de prendre en compte les variables sociales ou socio-économiques qui permettent de mieux analyser et conclure quant à la notion de soutenabilité de la dette extérieure. Le recours à cet outils d'analyse se justifie par le fait que ses composantes permettent de rapporter la dette extérieure aux dépenses sociales en vue de mieux capter l'effet appauvrissant de la dette extérieure publique grâce aux poids qu'occupent la dette extérieure dans les différentes dépenses sociales, contrairement aux autres susmentionnés.

Méthodologie d'analyse de la soutenabilité de la dette extérieure

Les indicateurs de mesure *statistique* de la soutenabilité utilisés sont déclinés comme suit :

- Service de la dette par habitant (*SDHA*);
- Service de la dette publique rapporté à l'investissement (*SDIK*);
- Service de la dette publique rapporté aux dépenses publiques d'éducation (*SDPED*);
- Service de la dette publique rapporté aux dépenses publiques de santé (*SDPSA*).

A partir de trois indicateurs obtenus après manipulation des deux derniers indicateurs (*SDPED*) et (*SDPPSA*), on obtient l'indicateur de soutenabilité de la dette (*ISD*). C'est un outil synthétique de mesure et de caractérisation du problème de l'endettement international. Il chiffre le niveau moyen atteint par le pays du point de vue de trois aspects essentiels :

- la capacité du pays endetté à assurer ses engagements de débiteur ;
- la charge effective du « poids social » de la dette sur les populations du pays concerné ;
- la substituabilité du remboursement de la dette au développement aussi bien économique qu'humain.

Le premier aspect sera traduit par le ratio du service de la dette rapporté au montant des exportations(*SDEX*). Le second sera capté par le montant du service de la dette par habitant(*SDHA*). Le troisième enfin sera capté par un indicateur composite qui rapporte le service de la dette « aux dépenses totales de développement », *SDDT* et qui vise ainsi à considérer simultanément et à parts égales le problème de la substituabilité du remboursement de la dette au développement strictement économique (*SDIK*) et au développement humain. Ce dernier aspect est mesuré par un nouvel indicateur noté *SDPDH*, rapportant le montant annuel du service de la dette à celui de l'ensemble des dépenses publiques consacrées au développement humain, c'est-à-dire liées à la santé et à l'éducation. La valeur de l'indicateur *SDPDH* correspond par conséquent est égale à

$$\frac{1}{(1/SDPSA + 1/SDPED)}$$

Celle de l'indicateur *SDDT* vaut donc pour un pays :

$$\frac{1}{2}(SDIK + SDPDH).$$

Avant le calcul de l'indicateur de soutenabilité de la dette (*ISD*), il est nécessaire d'établir un indice pour chacune des trois dimensions afin de rendre possible leur comparaison et, surtout, leur combinaison au sein d'un unique indicateur. Sa formule de calcul est le suivant :

$$IDS = \frac{1}{3} \sum (SDHA + SDIK + SDIK)$$

La détermination de ces trois indices dimensionnels passe à chaque fois par la détermination d'une fourchette de variation, avec un minimum et un maximum. Les valeurs extrêmes retenues pour le calcul sont transcrits dans le tableau 4.

Tableau 3. Seuils des composantes de l'ISD

	Valeur minimale	Valeur maximale
<i>SDEX</i>	0,5	80
<i>SDHA</i>	5	3000
<i>SDIK</i>	0,01	2
<i>SDIK</i>	0	4

Source: Berr et Combarous, 2007

Ce choix est dicté par un principe d'étalement maximum des indices dans leur intervalle de variation [0 ; 1], il permet ensuite de mesurer ceux-ci par simple interpolation. L'indicateur de soutenabilité de la dette (ISD) correspond alors à la moyenne arithmétique de ces trois indices dimensionnels (*SDHA*, *SDIK*, *SDPDH*).

C'est cette méthodologie qui est utilisée dans le cadre de notre étude, étant donné que la Côte d'Ivoire a été inscrite sur la liste des pays potentiellement bénéficiaire des retombées économiques et financières de l'initiative pays pauvre très endetté (IPPTE). Par ailleurs, l'approche de la pauvreté considérée ici est celle fondée sur la dimension humaine. Il s'agit de l'approche par les capacités ou « capabilités » développée par Sen (1994) et Rousseau (2003).

Toutefois, dans plusieurs travaux empiriques, des tests usuels de racines unitaires (Fève et Henin, 1998) servent à examiner la soutenabilité de la dette extérieure d'un pays. Cependant, l'efficacité de cette méthode dépend de la taille des échantillons des données temporelles disponibles.

L'étude de la soutenabilité de la dette extérieure ivoirienne revient donc à tester l'existence d'une racine unitaire pour les ratios économiques suivants :

- Dette extérieure/PIB (Dette/PIB);
- Dette extérieure/Exportations (Dette/X) et;
- Solde courant/ Exportations (SC/X).

Ces variables ne sont que des variables purement économiques qui ne rendent fidèlement pas compte de la question de soutenabilité au sens d'un remboursement de la dette extérieure sans appauvrissement (Djibrila, 2017)

au sens de l'approche des « capacités ». La croissance économique (PIB), les exportations (X) et le solde courant (SC) étant toutefois des déterminants de l'endettement extérieur (Ojo, 1989). Même si Bohn (2007) souligne les limites des méthodes économétriques fondées sur les tests d'intégration, de stationnarité et de corrélation. Cependant, il soutient que le test de stationnarité est pertinent pour un pays incapable de supporter le service de sa dette. L'étude de Fève et Henin (1998) sert à évaluer la soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire. Cette méthode permet d'analyser la stationnarité des séries. Si les variables ou indicateurs sont stationnaires en niveau, alors on rejette l'hypothèse H0 : présence de racine unitaire (la variable est non stationnaire). Ce résultat signifie que la dette extérieure est soutenable. Dans le cas contraire, lorsque les variables ne sont pas stationnaires en niveau, alors l'hypothèse H1 : absence de racine unitaire (la variable est stationnaire), est rejetée. Ce résultat démontre par la suite que la dette extérieure est insoutenable. Lorsque les variables ne sont pas stationnaires en niveau et qu'elles sont stationnaires en différence première, alors cette situation amène à utiliser une autre méthode de test fondée sur l'indice de solvabilité de Cohen, afin de mieux analyser la soutenabilité.

Cet indice noté « b » est défini comme « la fraction des exportations de ce pays qui doit être nécessairement allouée au service de la dette extérieure » (Cohen, 1985). De façon analytique, l'indice se présente comme suit :

$$b = \left[\sum_{t=1}^{\infty} \frac{\prod_{s=1}^t (1+n_s)}{\prod_{s=1}^t (1+r_s)} \right]^{-1} * \frac{D_0}{X_0} [1]$$

$$b_t = \left[\frac{1}{\sum_{t=1}^{\infty} \lambda_t + \frac{\lambda_t}{\theta}} \right] * \frac{D_0}{X_0} [2]$$

$$b_t = \left[\frac{1}{\gamma_t + \frac{\lambda_t}{\theta}} \right] * \frac{D_0}{X_0} [3]$$

Avec :

$$\lambda_t = \left[\frac{\prod_{s=1}^t (1 + n_s)}{\prod_{s=1}^t (1 + r_s)} \right]$$

$$\gamma = \left[\sum_{t=1}^T \lambda_t \right]$$

θ représente la différence entre le taux de croissance et le taux d'intérêt réel. Cohen suppose que θ est constante et est égal à 5%. $\frac{D_0}{X_0}$ est le ratio Dette-exportations du pays à l'instant $t=0$. L'analyse de la soutenabilité de la dette extérieure par l'indice de Cohen, est fournie dans le tableau à la section 5.

Données et source

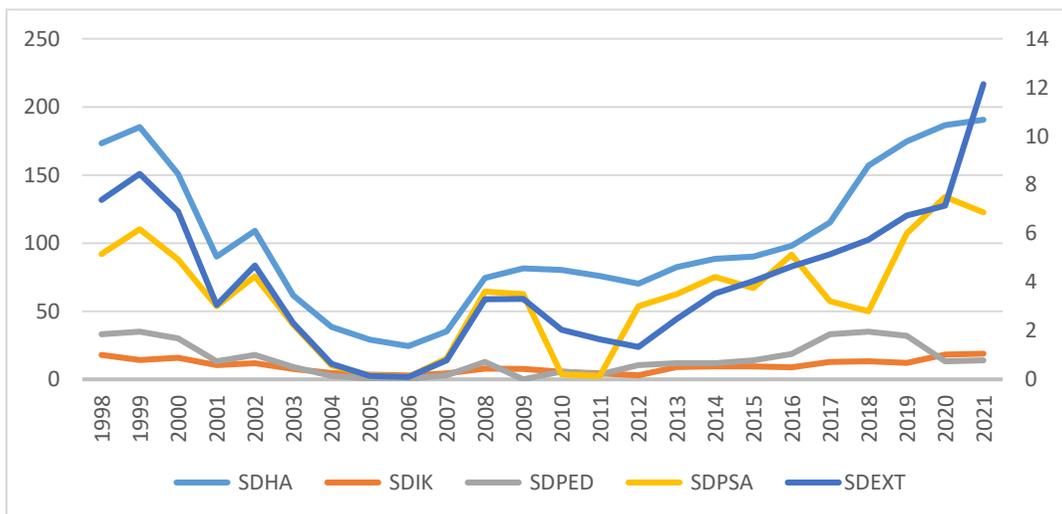
Les données utilisées dans cette étude sont des séries chronologiques annuelles contenues dans le *World Development Indicator (WDI)* de la Banque mondiale de 2011 et couvrent la période 1980 - 2010, avant la crise post-électorale ivoirienne de 2010, c'est-à-dire avant l'élection de la Côte d'Ivoire au titre de l'initiative pays pauvre très endetté en juin 2012.

Discussion des résultats

Analyse statistique de la soutenabilité de la dette extérieure ivoirienne

Ci-dessous le graphique montrant les évolutions du service de la dette extérieure et des composantes de l'ISD.

Graphique 2. Evolution des composantes de l'ISD et du service de la dette extérieure



Par le pays lorsqu'il a renoué avec les IBW dans le cadre de l'initiative pays pauvre très endetté (IPPTE). Cependant, la baisse du SDHA, du SDIK, du SDPED et du SDPSA démontre ici que l'Etat finance le service de la dette au détriment des populations, des investissements, des dépenses publiques d'éducation et de santé.

En outre, les résultats obtenus indiquent la part que représente la dette dans les dépenses sociales de la Côte d'Ivoire. En effet, la mesure de SDPDH nous permet de conclure qu'en 2008, le service de la dette de la Côte d'Ivoire représente plus de 60% de ses dépenses annuelles de santé et d'éducation. L'évaluation de la SDDT au cours de la même année montre que le service de la dette représente plus de 52% du montant alloué au développement de la Côte d'Ivoire. Pour un pays en développement comme la Côte d'Ivoire, ces proportions semblent importantes.

Pour obtenir l'indicateur de soutenabilité de la dette extérieure (ISD) ivoirienne, outils d'analyse de l'endettement sans appauvrissement (soutenabilité), le recours aux différentes formules de calcul présentées dans la méthodologie ci-dessus donne les valeurs de l'ISD pour chaque année et celles-ci sont inscrites dans le tableau 4.

Tableau 4. Evolution de l'Indicateur de soutenabilité de la dette extérieure

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
ISD	0,23	0,13	0,15	0,09	0,04	0,03	0,02	0,04	0,10	0,08	0,10
	4	6	6	2	8	2	6	6	4	6	2
Années	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
ISD	0,08	0,09	0,21	0,27	0,21	0,25	0,21	0,28	0,19	0,12	0,12
	1	5			3	3	2	9	8	3	5

Source : DJIBRILA, à partir des données du WDI de la Banque Mondiale, 2021.

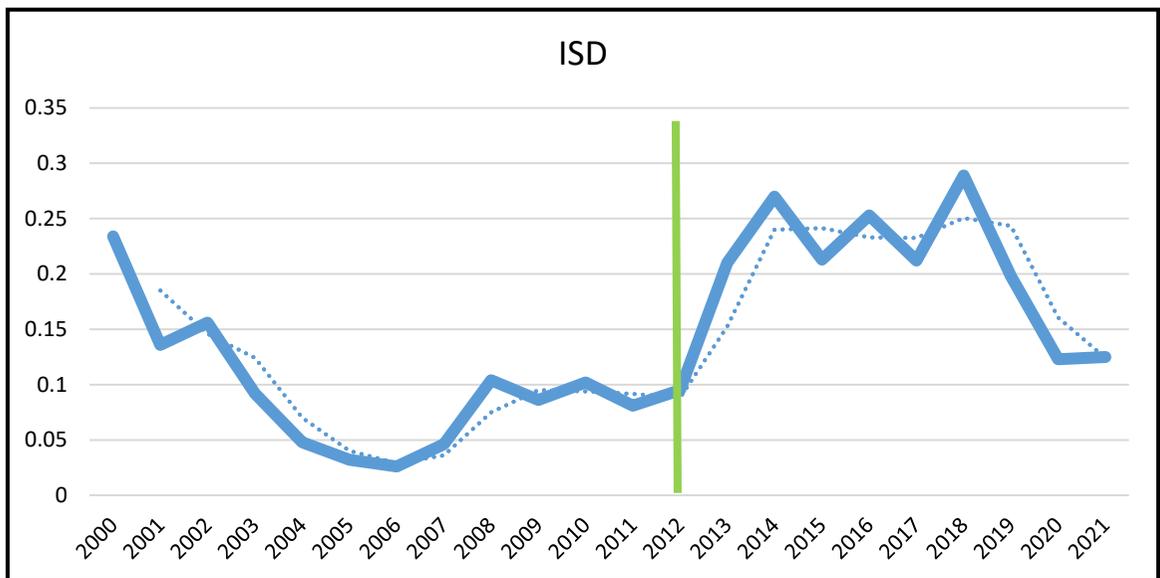
L'analyse statistique des valeurs de l'ISD montre de faibles valeurs de 2000 à 2008. Cependant sur la période 2003-2008, ces valeurs sont très faibles que celles de 2000 à 2003. L'analyse de ce résultat signifie que l'insoutenabilité socio-économique ou sociale de la dette extérieure s'aggrave d'une année à une autre.

En somme, la mesure de la valeur de l'indice dimensionnel correspondant à la valeur de SDEX (Ratio service de la dette-exportation), celle correspondant à l'indicateur SDHA et enfin celles correspondant aux valeurs des indicateurs SDIK et SDPDH ont permis d'obtenir un indicateur de soutenabilité de la dette ivoirienne (ISD) de 0,14 en moyenne. IL est largement en deçà du seuil minimum de 0,50, soit 50%. Son analyse statistique démontre ici que sur environ près de 10 ans, l'ISD est significativement inférieur à 0,50 (tendance fortement baissière de l'ISD). De même, l'analyse graphique de l'ISD indique une allure strictement décroissante de la courbe de l'ISD avec

une pente négative. Cette dégradation justifie possiblement la pauvreté grandissante de la Côte d'Ivoire d'une année à une autre. Elle s'est même accentuée de 2002 à 2006 (le taux de variation de l'ISD est de -83,33%).

En somme, la Côte d'Ivoire s'appauvrit de façon continue et considérable comme l'indique les résultats statistiques de 4,6% et 10,4% respectivement pour les années 2007 et 2008. Le graphique 1 illustre l'évolution de l'ISD.

Graphique 3. Evolution de l'Indicateur de soutenabilité (ISD) de la dette extérieure de CI de 2000 à 2021



Source: DJIBRILA, à partir des données issues du WDI de la BM, 2021

L'analyse graphique montre, une courbe en "J", traduisant un ISD décroissant jusqu'en 2012, très faible (très inférieur à 0,5) sur l'ensemble des années et a une pente fortement négative entre 2000 et 2006. Cette évolution négative traduit le fait que moins de ressources sont allouées par le gouvernement aux dépenses sociales (éducation, formation et santé). Cela justifie le fait que le pays réduit financièrement ses créances. Cela démontre ici très peu ou pas de ressources disponibles pour financer ses dépenses sociales de réduction de la pauvreté.

La dette extérieure de la Côte d'Ivoire n'est au bout du compte pas socialement soutenable. En clair, le remboursement du service de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire est appauvrissant. Cela voudrait dire plus la Côte d'Ivoire rembourse sa dette extérieure, moins elle dispose de ressources financières pour financer les dépenses en infrastructures sociales. C'est un endettement extérieur socialement appauvrissant.

Ce résultat confirme alors la volonté explicite des autorités politiques ivoiriennes à obtenir l'élection à l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). La Côte d'Ivoire a mérité d'être inscrite sur la liste des pays pauvres très endettés devant bénéficier de cette initiative d'après nos résultats obtenus. A, partir de 2012, la courbe indique une allure croissante traduisant une inversion de l'allure précédente. Cela pourrait se justifier par l'annulation des dettes contractées par la Côte d'Ivoire et qui s'inscrit dans la phase suivante du point d'achèvement. Par conséquent, une période de soutenabilité relative apparaît jusqu'en 2016, date à partir de laquelle, une insoutenabilité de la dette extérieure s'observe.

Présentation et analyse de la solvabilité ivoirienne **Résultats du calcul de l'indicateur de solvabilité**

Le tableau 5 présente les résultats du calcul de l'indice de solvabilité (IS) appliqué à la Côte d'Ivoire sur environ une décennie. L'insolvabilité d'un pays est toutefois déterminante dans la non soutenabilité de sa dette extérieure.

Tableau 5. Evolution de l'indice de solvabilité de Cohen

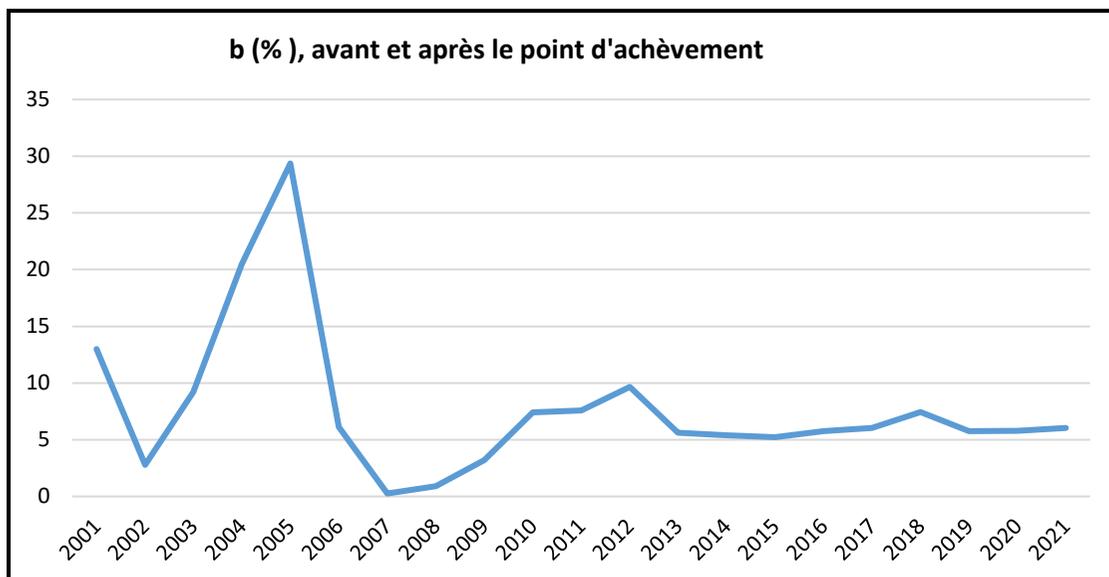
ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
b (%)	13,0	2,78	9,21	20,5	29,36	6,13	0,26	0,91	3,19	7,41	7,58
ANNEES	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
b (%)	9,65	5,63	5,4	5,23	5,75	6,03	7,45	5,75	5,79	6,05	

Source: DJIBRILA, sous Excel à partir des données du WDI de la BM (2021)

Analyse de la solvabilité (b %)

Les résultats montrent des valeurs d'indices inférieurs à 6%, d'autres sont comprises entre 6 et 13%, tandis que certaines sont supérieures à 13% sur la période de l'étude. Le graphique 4 ci-dessous montre l'évolution de l'indice de Cohen.

Graphique 4. Evolution de l'Indice de solvabilité de Cohen de la Côte D'ivoir



Source : DJIBRILA, nos calculs à partir des données du WDI de la BM (2021)

L'analyse des résultats permet de conclure que la Côte d'Ivoire présente une solvabilité, de 1976 à 1986, car la valeur de l'indice est inférieure à 6% au cours de cette période de temps durant laquelle les exportations de matières premières, source de devises, étaient en croissance. Les années 1987 et 1988 ont été marquées par une baisse des exportations ivoiriennes depuis la crise économique des années 1980, c'est-à-dire, une baisse des ressources pouvant servir à honorer le service de la dette. Cette baisse démontre, en effet une insolvabilité de l'État. Pour la période 1989-2000, la Côte d'Ivoire est devenue solvable. Elle connaît une évolution positive de son taux de croissance. Cela pourrait s'expliquer par un ensemble de réformes économiques entreprises par les autorités gouvernementales en application des programmes d'ajustement structurels. Cette solvabilité s'est détériorée en 2001 (l'indicateur de Cohen=13%).

En effet, après le coup d'État militaire de 1999, suivi de l'élection présidentielle de 2000 émaillée d'une crise sociopolitique, la Côte d'Ivoire connaîtra une baisse de ses exportations, à cause de la récession des activités économiques.

L'effort des nouvelles autorités pour relancer l'économie et mettre relativement en confiance des investisseurs et des partenaires commerciaux restaurera un tant soit peu, sa solvabilité. Elle connaîtra donc une situation qualifiée de peu solvable ($b < 13\%$). Les années 2004 et 2005 traduisent une insolvabilité notoire de la Côte d'Ivoire. En effet, au lendemain de la crise qui a débuté le 19 septembre 2002, le pays ne contrôlera plus une partie de ses

ressources d'exportation produite dans les zones CNO (centre Nord-Ouest). En effet, il fut partitionné en deux : une zone sous contrôle gouvernementale et une zone sous contrôle des « Forces Nouvelles ». Toutes les productions de cette dernière zone (Cacao, Café, Coton, bois, etc.), échappaient aux services de l'Institut National de la Statistique (INS), c'est-à-dire qu'il était impossible de tracer ces opérations économiques et financières dans la balance de paiements de la Côte d'Ivoire. Cette situation a alors entraîné inévitablement, une baisse de son PIB, i.e. la baisse de la richesse produite et par conséquent, le relèvement du ratio dette-PIB, respectivement à 252% et 187%.

Vers la fin de l'année 2006 et à la faveur des accords politiques d'Ouagadougou (APO) consacrant la fin de la belligérance, un gouvernement de sortie de crise est mis sur pied. Il travaillera en faveur de la relance des activités de l'économie ivoirienne grâce à la confiance retrouvée entre les autorités ou acteurs politiques nationales d'une part, et entre les autorités gouvernementales, les institutions internationales financières et de développement, d'autre part. Cette situation de retour de paix conduira aux élections générales de 2010 émaillées de crise qui connaîtra un dénouement en 2011. Les nouvelles autorités bénéficieront de l'atteinte du point d'achèvement, obtenu le 12 juin 2012.

Conclusion

Ce papier examine la soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire avant et après la mise en place de l'initiative pays pauvre très endetté.

En utilisant une série de données empiriques de 1980 à 2021, la méthode statistique fondée sur l'approche de l'indicateur de soutenabilité de la dette construit à l'aide d'indicateurs composite de soutenabilité permet d'analyser l'endettement extérieur du point de vue de variables économiques et surtout relatives aux aspects sociaux. Les résultats illustrent des valeurs des composantes de l'ISD en tendance baissière dans l'ensemble et des valeurs de l'ISD qui restent relativement faibles pour la Côte d'Ivoire avant et après l'initiative PPTE, d'où le niveau d'endettement appauvrissant de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire.

Ce travail permet de mieux éclairer d'une part le débat sur la question de l'éligibilité à l'initiative pays pauvre très endetté et d'autre part, il éclaire sur la situation récente du niveau de l'endettement de la Côte d'Ivoire que certains qualifient d'excessif. Il conclue de façon pertinente, sur la première période d'analyse, que l'état de pauvreté de la Côte d'Ivoire est réel et nécessitait la candidature à l'éligibilité des pays pauvres très endettés. Et pour la période suivant l'élection, l'étude aboutit à conclure que le pays vit une paupérisation. La Côte d'Ivoire reste encore pauvre en termes d'infrastructures économiques, d'éducation et de santé. C'est une réalité car le remboursement de la dette extérieure réduit considérablement les possibilités de financement

des infrastructures sociales ou socio-économiques inscrites à son budget. Certes, les remises de dettes après le point d'achèvement de 2012 ont permis au pays de se doter d'infrastructures économiques et sociales, il n'en demeure pas moins que des efforts restent encore à faire pour doter le pays d'infrastructures en raison de l'énormité des besoins croissants d'une part et des conséquences néfastes de la crise socio-politique et militaire depuis le coup d'état de 2002. Les résultats issus de l'étude sont similaires à ceux de Berr et Combarrous (2007).

En termes de politique économique, le gouvernement de Côte d'Ivoire doit continuer de mener une politique rigoureuse d'endettement extérieur et favoriser l'augmentation de la part des engagements extérieurs allouée aux dépenses publiques d'infrastructures économiques, de santé et d'éducation. Il serait donc contre-productif de limiter l'endettement extérieur d'un pays en développement appartenant à une zone monétaire à régime fixe (Nersisyan S. et al. 2011). Par ailleurs, ayant opté pour une économie d'endettement (Bamba, 2005) et expérimenté ses limites. N'est-t-il est pas optimale pour l'Etat de Côte d'Ivoire de réduire sa dépendance vis-à-vis d'une option d'économie d'endettement pour une option dynamique d'économie de marché financier à la lumière de l'expérience des « dragons de l'Asie ». Il serait aussi souhaitable que l'accent soit mis sur la transformation structurelle de son économie en fonction de ses avantages comparatifs, comme en témoigne les découvertes récentes des sites de gisements pétroliers.

References:

1. Agénor Pierre-Richard. (1996). *Benefits and Costs of International debt: Theory and Facts*, The World Bank, Washington DC, 20433.
2. Agili W. (2020). *La dette publique de la Tunisie est-elle encore soutenable?* Disponible sur : <https://www.researchgate.net/publication/341000730>
3. Alam, N. & Taib, F.M. (2013). *An investigation of the relationship of external public debt with budget deficit, current account deficit, and exchange rate depreciation in debt trap and non-debt trap countries*, European scientific journal, vol.9, N° 22, 1857-7431.
4. Alam, N. (2012). *Debt trap, Debt Burden Shifting, and Welfare Loss: A comparative study on a group of fourteen Asian Pacific Developing Countries*. Lambert Academic Publishing, Germany
5. Aristovnik, A. (2006). *Current account deficit sustainability in selected transition economies*, university of Ljubljana, faculty of administration, Slovenia.
6. Bamba N'galadjo L. (2005). *L'économie monétaire de la Côte d'Ivoire : une économie d'endettement ou une économie de marché financier ?*, *Politique économique et développement*, N°115, CAPEC.

7. Benyacoub B. & Es-Salami M. (2021), *Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes pour la vérification de la soutenabilité de la dette publique au Maroc*
8. Bohn H. (2007). *Are stationarity and cointegration restrictions really necessary for the intertemporal budget constraint?* Journal of Monetary Economics 54 (2007) pp.1837–1847.
9. Bergsten, C. F. (2007). *The current Account Deficit and the US economy*, Peterson Institute for international economics
10. Berr É. (2007). *Le financement du développement*, Revue Tiers Monde, n° 192.
11. Berr É. et Combarous F. (2007). *Une autre la lecture de la soutenabilité de la dette*, Revue du Tiers Monde, n°192, p.789-813.
12. Berr, E. Combarous F. (2005). *Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits*, Economie appliquée, Tome LVIII, n°2, p.5-44.
13. Cohen D. (1995). *Large external debt and (slow) domestic growth: a Theoretical analysis*, Journal of economic dynamics and control, vol.19, 1141-1163.
14. Djibrila O. (2017). *Effets de l'accumulation de la dette extérieure, épargne domestique et investissements publics en Côte d'Ivoire. Thèse unique de Doctorat*, UFR SEG, Université Félix Houphouet Boigny de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire.
15. Ehrhart H. (2017). *Une croissance ivoirienne dynamique : chiffres et défis*, Afrique contemporaine, 263-264, pp.218-220.
16. Fève et Hénin. (1998). *Une évaluation économétrique de la Soutenabilité de la dette extérieure des pays en développement*, Revue Economique, N°49 ; pp.75-86.
17. Jaejoon W. & Manmohan S. K. (2010). *Public debt and Growth*, IMF Working Paper, IMF/WP/10/174.
18. Kessler D. (1984). *Endettement, épargne et croissance dans les pays en développement*, Etudes Internationales, Vol.15, p. 543-553.
19. Maureen Were, (2001), *The impact of external debt on Economic growth in Kenya*, Wider Discussion paper No.2001/116.
20. Nersisyan S. Yeva & Randal L. Wray, (2011), *Un excès de dette publique handicape-t-il réellement la croissance?*, Revue de l'OFCE
21. Ojo, Kenneth O., (1989), *Debt Capacity Model in Sub-saharan Africa: Economies issues and perspectives?* Development Policy Review.
22. Raffinot Marc. (2005). *Soutenabilité de la dette des pays pauvres très Endettés*, Université paris dauphine, EURISCO, DIAL, Cahier du GEMDEV, n°30.

23. Raffinot M. (2013). *Mesurer le surendettement des pays à faible revenu : Technique, éthique ou politique*, Revue Tiers Monde N°213, pp.51-70.
24. Raffinot M. (1998). *Soutenabilité de la dette extérieure ; De la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu*, WP/WB.
25. Raffinot M. (1991). Dette extérieure et Ajustement structurel, *Edition Edicef/AUPELF, Universités francophones*
26. Rousseau S., (2003). *Capabilités, risque et vulnérabilité*, in DUBOIS J.L., LACHAUD J.P., MONTAUD J.M. et A. POUILLE (Dir.), *Pauvreté et développement socialement durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, pp. 11-22. Disponible sur: http://data.over-blog-kiwi.com/0/06/34/58/201302/ob_0dbe187435f56682b6c9c67c2270b030_sarousseau.pdf
27. Sen Amartya K. (1994). *Well-being, Capability and public policy*, EGEA, JSTOR, pp. 333-347.
28. Disponible sur <https://www.jstor.org/stable/23247762>
29. Sobel, R.S., Stroup, R. L., Macpherson, D.A., & Gwartney, J.D. (2006). *Understanding Macroeconomics*, Singapoure: Thompson South-Western.
30. Yapo L. (2002). *Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE; CAS De La Côte d'Ivoire*, Word institute for Development Economics Research, UN university